

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

9 MAI 1973.

PROJET DE LOI

créant une rente en faveur des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith et de La Calamine, qui ont servi dans l'armée allemande pendant la guerre 1914-1918 et sont devenus Belges en vertu du Traité de Versailles, et en faveur de leurs ayants cause.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans une proclamation du 11 janvier 1920, le général Bahia, Haut Commissaire royal, qui assumait à l'époque les pouvoirs exécutifs et législatifs dans les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, territoires allemands de 1815 jusqu'en 1920 et devenus territoires belges en vertu du Traité de Versailles, disait, en s'adressant aux ressortissants de ces cantons:

« ...
 » Vous jouirez dès maintenant de votre qualité de Belges.
 » ... »*

Les ressortissants précités, qui ont combattu dans l'armée allemande pendant la campagne de 1914-1918, ont interprété cette proclamation comme une promesse formelle d'assimilation aux combattants de l'armée belge.

En fait, ils ont pu bénéficier, à l'instar des combattants de l'armée belge, et dans des conditions analogues, de pensions d'invalidité pour les blessures ou les afflictions subies dans les rangs de l'armée allemande ou en captivité, tandis que leurs ayants cause pouvaient bénéficier de pensions de veuve, d'orphelins et d'ascendants comme les ayants cause des combattants belges.

Par contre, ils n'ont pas obtenu les chevrons de front et les chevrons de captivité ainsi que les rentes afférentes à ces chevrons, qui ont été accordés aux combattants belges et à leurs ayants cause.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

9 MEI 1973.

WETSONTWERP

tot instelling van een rente ten behoeve van de onderhorigen van de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith en van Kelmis die tijdens de oorlog 1914-1918 in het Duitse leger gediend hebben en krachtens het Verdrag van Versailles Belg geworden zijn, en ten behoeve van hun rechtverkrijgenden.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Generaal Balria, Koninklijk Hoogcommissaris, die desrijs de uitvoerende en wetgevende bevoegdheid uitoefende in de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith, die van 1815 tot 1920 tot Duitsland behoorden en krachrens het Verdrag van Versailles Belgisch grondgebied zijn geworden, verklaarde tijdens een proclamatie op 11 januari 1920 gericht tot de onderhorigen van deze kantons:

« ...
 » Van dit ogenblik af zult U als Belgen worden behandeld.
 » ... »*

De voormelde onderhorigen die in het Duitse leger hebben gescreden tijdens de veldtocht 1914-1918, hebben deze proclamatie beschouwd als een uitdrukkelijke belofte met de strijders van het Belgisch leger te worden gelijkgeseld.

In feite hebben zij, zoals de strijders van her Belgisch leger, onder gelijkaardige voorwaarden een invaliditeitspensioen kunnen bekomen wegens verwondingen of aandoeningen opgedaan in de rangen van het Duitse leger of in gevangenschap, terwijl hun rechtverkrijgenden een weduwen-, wezen- en ascendentenpensioen konden genieren zoals de rechtverkrijgenden van Belgische strijders.

Daarentegen hebben zij noch frontsrepren noch gevangenschapstrepen, en evenmin de aan deze strepen verbonden renten bekomen die aan de Belgische strijders en hun rechtverkrijgenden werden toegekend.

C'est cette omission que les groupements d'anciens combattants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith souhaiteraient voir réparer.

Le groupe de travail "Victimes de guerre", composé des délégués du Comité de coordination des associations patriotiques et des représentants des ministères intéressés, a étudié la revendication formulée en faveur des anciens combattants de 1914-1918 des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith.

A la suite de son étude, il a proposé, non pas l'octroi de chevrons de front et des rentes y afférentes, mais bien la création d'une rente spéciale en faveur des intéressés, s'inspirant des principes et conditions d'octroi des rentes prévues pour la guerre 1940-1945.

C'est l'objet du présent projet de loi.

Dans l'avis qu'il a émis sur ce projet, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet initial certaines modifications de forme. Celles-ci ont été réalisées, hormis cependant à l'article 1 où le texte néerlandais a été mis en concordance avec le texte français.

Analyse des articles.

Article 1er.

Cet article crée une rente viagère en faveur des anciens combattants de 1914-1918 des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith qui à l'époque faisaient partie de l'empire allemand, ainsi que de la commune de La Calamine, nom donné par la loi du 15 septembre 1919 à l'ancien territoire de Moresnet neutre passé sous souveraineté belge en vertu de l'article 32 du Traité de Versailles.

Il détermine le taux de cette rente, Celui-ci correspond au taux initial de base de la rente de 1940-1945, majoré de 8 p.c. (voir à ce sujet les commentaires de l'article 15). Il détermine également les périodes pouvant être supputées pour le calcul de la rente. Celles-ci sont obligatoirement comprises dans la période du 1^{er} août 1914 au 11 novembre 1918, c'est-à-dire à partir du premier jour de la guerre jusqu'à l'armistice.

Le texte initial néerlandais a été légèrement modifié, le libellé original «de tussen deze data vallende perioden» excluant les services rendus le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918, ce qui ne correspond pas à l'intention du Gouvernement.

Art. 2.

Cet article détermine les pièces justificatives à fournir à l'appui de la demande de rente.

L'examen des dossiers de pension d'invalidité de ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, ou des dossiers de pension de leurs ayants cause, détenus par l'Administration des pensions, a permis à celle-ci de constater que dans un grand nombre de ces dossiers figure soit le carnet militaire, soit un extrait de la matricule, documents qui permettraient l'octroi du droit à la rente et la détermination du montant de celle-ci, si une demande était introduite.

Les bénéficiaires éventuels de la présente loi, au nom desquels l'Administration des pensions détient un des dossiers

des anciens combattants de 1914-1918 des cantons Eupen, Malmédy et Saint-Vith, pourront faire valoir leur droit à la rente.

Le groupe de travail «Oorlogssacharif» a recommandé que l'ordonnance sur la rente viagère en faveur des anciens combattants de 1914-1918 des cantons Eupen, Malmédy et Saint-Vith soit adoptée.

Sur la base de cette recommandation, le Conseil d'Etat a proposé d'apporter au projet initial certaines modifications de forme. Celles-ci ont été réalisées, hormis cependant à l'article 1 où le texte néerlandais a été mis en concordance avec le texte français.

C'est l'objet du présent projet de loi.

Dans l'avis qu'il a émis sur ce projet, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet initial certaines modifications de forme. Celles-ci ont été réalisées, hormis cependant à l'article 1 où le texte néerlandais a été mis en concordance avec le texte français.

Ontleding der artikelen.

Article 1.

Dit artikel stelt een levenslange rente in ten gunste van de oudstrijders 1914-1918 van de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith, die destijds deel uitmaakten van het Duitse keizerrijk, evenals van de gemeente Kelmis, welke naam bij de wet van 15 september 1919 gegeven werd aan het vroegere "onzijdig Moresnet", dat krachtens artikel 32 van het Verdrag van Versailles onder Belgische soevereiniteit werd gesteld,

Het artikel bepaalt verder het bedrag van de rente, dat overeenstemt met het oorspronkelijke basisbedrag van de rente 1940-1945, verhoogd met 8 pet. (zie in dit verband de toelichting bij artikel 15). Tevens worden de perioden vastgesteld die voor de berekening van de rente in aanmerking kunnen komen. Deze moeten in de tijdsruimte van 1 augustus 1914 tot 11 november 1918 gelegen zijn, d.w.z. vanaf de eerste dag van de oorlog tot aan de wapenstilstand.

De oorspronkelijke Nederlandse tekst werd enigszins gewijzigd, daar de originele uitspraak "de tussen deze data vallende perioden" de diensttijd uitsluit welke op 1 augustus 1914 en op 11 november 1918 werd doorgebracht, wat niet overeenstemt met het inzicht van de Regering.

Art. 2.

Dit artikel schrijft voor welke bewijssrukken tot staving van de aanvraag tot het bekomen van de rente dienen te worden voorgelegd.

Het onderzoek van de invalidespensiondossiers van de ouderhorigen van de kantons Eupen, Malmédy, Sankt-Vith of van de pensiondossiers van hun rechtverkrijgenden, welke in het bezit van de Administratie der pensionen zijn, heeft aangetoond dat in een groot aantal daarvan ofwel het militair zakboekje, ofwel het stamboekuittreksel aanwezig is, welke bescheiden het mogelijk zouden maken de toekenning van het recht op de rente en de vaststelling van het bedrag ervan te bepalen indien een aanvraag wordt ingediend.

De eventuele begunstigden van de onderhavige wet, van wie de Administratie der pensionen één der voormelde

précités et qui ne pourraient produire le document à l'ipui de leur demande, peuvent donc néanmoins introduire celle-ci.

Il leur sera fait savoir si leur demande est justifiée ou non,

Art. 3.

Cet article ouvre le droit à une rente propre en faveur des veuves des ressortissants des communes d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith et de La Calamine visés à l'article 1^{er}, dans les conditions qu'il précise.

Il fait la distinction entre les veuves des militaires tués au combat ou décédés des suites de guerre au plus tard dans le délai d'un an à compter de leur retour dans leurs foyers et les veuves des combattants décédés postérieurement à cette date.

Art. 4.

Cet article détermine les trois conditions exigées pour l'ouverture du droit à la rente de la veuve.

Les délais dans lesquels le mariage postérieur au 1^{er} août 1914 doit avoir été contracté, sont repris de la législation qui règle actuellement le droit à pension des veuves de la guerre 1914-1918 mariées postérieurement au fait dommageable.

Ces délais peuvent aller jusqu'au 31 décembre 1934.

Art. 5, 6, 7 et 8.

Les articles 5, 6, 7 et 8 n'appellent aucun commentaire spécial. Ils contiennent des dispositions analogues à celles qui règlent les rentes de guerre 1940-1945.

Art. 9.

La rente de veuve est fixée à 216 francs pour chaque semestre pris en considération pour son calcul.

Ce taux correspond au taux initial de base de la rente de veuve 1940-1945, majoré de 8 p.c. (voir à ce sujet les commentaires de l'article 15).

Pour les veuves des combattants tués sur le champ de bataille, ou morts en captivité ou de suites des combats et de la captivité dans le délai d'un an à compter de leur rentrée dans leurs foyers, la rente est toujours calculée forfaitairement sur le maximum de 9 semestres et s'élève donc à 9X216 francs = 944 francs.

Art. 10.

Cet article énumère les pièces destinées à justifier le droit à la rente de veuve ou d'orphelin. Il précise que les documents qui figureraient déjà dans les dossiers en possession de l'Administration ne doivent pas être fournis une seconde fois.

Art. 11.

Cet article détermine la date de prise de cours des dernières des rentes instituées par la présente loi, en tenant compte des multiples éléments à prendre en considération, à savoir la date de la publication de la loi, la date du décès du donant droit, l'âge de la veuve, etc.

dossiers hc/ir en die gcan bcscheiden tel' staving v.in huu aanvraag zoudcn kunnen voorleggen, kunnnc deze dus niet-temin indicn,

HUll y'.~l wordcn medegcdeld of hun aauvraag ver antwoord is of nier..

Art. 3.

Dit artikel opent onder de erin geschilderde voorwaarden her recht op een eigen rente teri gunst van de weduwen van de in artikel 1 bedoelde onderhorigen van de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith en van Kelmis.

Het maakt een onderscheid tussen de weduwen van de minderijken die gesneuveld zijn of aan de gevolgen van de oorlog uiterlijk één jaar na hun terugkeer in de haardstede overleden zijn en de weduwen van de strijdenden die na deze datum overleden zijn.

Art. 4.

Dit artikel bepaalt de drie voorwaarden die voor de opening van het recht op de weduwenrente vereist zijn.

De tereinen waarin het na 1 augustus 1914 gesloten huwelijk moet zijn aangegaan, zijn overgenomen uit de wetgeving die rhans het recht op pensioen regelt van de weduwen van de oorlog 1914-1918 die na het schadelijk feit getrouwden zijn.

Het huwelijk mag tot 31 december 1934 aangegaan zijn.

Art. 5, 6, 7 en 8.

De artikelen 5, 6, 7 en 8 vergen geen enkel bijzonder commentaar. Zij bevatten bepalingen welke overeenstemmen met die welke de oorlogsrenten 1940-1945 regelen.

Art. 9.

De weduwenrente wordt vastgesteld op 216 frank voor elk semester dat voor de berekening ervan in aanmerking wordt genomen.

Dit bedrag stemt overeen met het oorspronkelijke basisbedrag van de weduwenrente 1940-1945, verhoogd met 8 p.c. (zie in dit verband de toelichting bij artikel 5).

Voor de weduwen van de strijdenden die gesneuveld zijn of overleden zijn in gevangenschap of aan de gevolgen van de strijd of de gevangenschap uiterlijk een jaar na hun terugkeer in de haardstede, wordt de rente steeds forfaitair op het maximum van 9 semesters berekend en bedraagt dus 9X216 frank = 944 frank.

Art. 10.

Dit artikel somt de bescheiden op die nodig zijn om her recht op de weduwen- of wezenrente te veranwoorden. Het legt er de nadruk op dat de bescheiden die zich reeds in de dossiers zouden bevinden welke in het bezit van de Administratie zijn, geen tweede maal moeren voorgelegd worden.

Art. 11.

Dit artikel bepaalt de ingangsdatum van de aanvragen tot her bekomen van de door deze wet ingestelde renten, rekening houdend met de menigvuldige gegevens die in aanmerking moeren worden genomen, t.w. de datum waarop de wet bekendgemaakt wordt, de datum van overlijden van de rechげver, de leeftijd van de weduwe, enz.

Il prévoit également une disposition destinée à éviter que la rente de veuve ou celle d'orphelin puisse être accordée pour une période pour laquelle un combattant a déjà été accordeé, selon le cas, soit à l'ennemi combattant lui-même ou à sa femme.

Art. 12, 13 et 14,

Les articles 12, 13 et 14 relatifs à la justification envers la Cour des comptes, aux conditions de déchéance et aux modalités du paiement, l'appellent aucun commentaire spécial..

Art. 15.

Les montants des rentes de guerre sont actuellement liés aux fluctuations de l'indice des prix: à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, notamment des pensions et rentes à charge du Trésor public..

Au moment où la mobilité de ces rentes a été établie, la loi précitée n'était pas encore en vigueur et les taux des rentes ont été rattachés à l'indice 137,50 de l'ancien index des prix de détail, index auquel à l'époque étaient liées les pensions de guerre conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail..

En vertu de la loi du 2 août 1971 précitée, les dépenses visées par cette loi ont été rattachées à l'indice-pivot 114,20 des prix à la consommation, telles qu'elles étaient établies au 1^{er} janvier 1971 comme base de la réglementation qui leur était applicable à cette date.

Au 1^{er} janvier 1971, les rentes étaient majorées d'une partie mobile égale à 8 p.c. de leur taux, par suite de leur liaison à l'indice des prix à la consommation, les majorations par suite de cette liaison se faisant cependant toujours conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1960.

Le taux des rentes prévues par la présente loi correspond donc au taux de base initial des rentes de combattants de la guerre 1940-1945, majoré de 8 p.c., et est rattaché à l'indice-pivot 114,20 de l'indice des prix à la consommation.

Chaque fois qu'un nouvel indice-pivot est atteint, et ces indices-pivots sont les nombres appartenant à une série dont le premier est 114,20 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant le précédent par 1,02, le montant de la rente est majoré de 2 p.c.

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
L. TINDEMANS.*

*Le Secrétaire d'Etat au Budget,
A. HUMBLET.*

*Le Secrétaire d'Etat
aux Cantons de l'Est et au Tourisme,
G. SCHYNS.*

Er wortelt evenrcns een heping in opgevoerde ormen die 1110et voorkomen dat er een wederwaarde of wezenrentc wordt toegekend voor een periode van welk een reeds, naar gelang van herv. gevallen, een tentoongesteld toegesneden herzijn aan de strijder zelf her. zijn wederwaarde.

Art. 12, 13 en 14.

De artikelen 12, 13 en 14 heraffen de verantwoording aan het Rekenhof, de redenen van verval en de betalingswijze en vergen geen enkel bijzonder commentaar.

Art. 15.

De bedragen van de oorlogsrenten zijn thans gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs, overeenkomstig het bepaalde in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij onder meer de pensioenen en de renten, ten laste van de Openbare Schatkist, aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld.

Daar op het ogenblik dat de aanpassing van deze renten aan de levensduur werd ingesteld, de voormelde wet nog niet van kracht was, werden deze bedragen gekoppeld aan het indexcijfer 137,50 der kleinhandelsprijs waaraan toen de oorlogspensioenen waren gekoppeld overeenkomstig het bepaalde in de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende series van koppeking aan het indexcijfer der kleinhandelsprijs.

Krachtens de voormelde wet van 2 augustus 1971 werden de door deze wet bedoelde uitgaven, zoals zij werden vastgesteld op 1 januari 1971 op grond van de reglementering die er op die datum op toepasselijk was, gekoppeld aan de spilindex 114,20 der consumptieprijs.

Op 1 januari 1971 werden de renten verhoogd met een veranderlijk gedeelte gelijk aan 8 pct., ten gevolge van de koppeking aan het indexcijfer der consumptieprijs, alhoewel de verhogingen ingevolge deze koppeking nog steeds werden toegepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 april 1960.

Het bedrag van de door deze wet ingestelde renten sterft dus overeen met het oorspronkelijke basisbedrag van de strijdertrenten van de oorlog 1940-1945, verhoogd met 8 p.c., en wordt gekoppeld aan de spilindex 114,20 van het indexcijfer der consumptieprijs.

Iederemaal dat een nieuwe spilindex wordt bereikt, en deze spilindexen zijn de getallen behorend tot een reeks waarvan de eerste 114,20 is en elk van de volgende bekomen wordt door het voorgaande te vermengen met 1,02, wordt het bedrag van de rente met 2 pct. verhoogd.

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
L. TINDEMANS.*

*De Staatssecretaris voor Begroting,
A. HUMBLET.*

*De Staatssecretaris voor de Oostelijke Cantons en het Toerisme,
G. SCHYNS.*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

L.<<Conseil d'Etat, section de législation, première c.umbre Lb; v.i.c.i trouv, saisi par le Vice-Premier Ministre et pH le Secrétaire d'Etat au Budget, adjoint au Vice-Premier Ministre, le 12 juillet 1972, d'une demande d'avis "H lin projet de loi "erl'ant une rente en laveur des ressortissants des cuorons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith et de Li Calamine, qui ont servi dans l'armée allemande pendant la guerre 1914-1918, et en faveur de leurs nymts cause ", a donné le 27 juillet 1972 l'avis suivant:

Article 1".

Au § 2, alinéa 2) il faut lire "sc sicut enrc ces deux dates ", p.H souci de concordance avec le texte mèr lund.ris.

Article 3.

L'article 3 distingue deux catégories de veuves:

1° celles dont l'époux, décéde durant les hostilités ou peu après, n'a pas bénéficié de la rente;

2° celles dont l'époux a bénéficié de la rente. Pour que le droit de la veuve existe dans ce dernier cas, il faut que la rente du défunt ait été calculée sur la base de quatre semestres au moins.

Au 1°, le projet ne fait pas mention de l'aggravation de la maladie, comme il est cependant habituel en ces matières. Suivant le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est cependant de prendre également en considération le décès par suite de l'aggravation d'une affection préexistante.

Quoique l'article 39, SI°, 1°, de la loi du 8 juillet 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un devoir assimilé, ne fasse pas davantage mention de l'aggravation, il serait préférable, comme en matière de pensions militaires et de pensions de réparation, et en vue d'écartier toute possibilité de contestation, de prévoir également l'aggravation de l'affection antérieure au service, en écrivant "... à la suite de blessures ou de maladies contractées ou aggravées dans l'exercice ...".

Article 4.

Suivant les déclarations du fonctionnaire délégué, par les mots « dans les conditions déterminées par l'article 13, II, des lois coordonnées sur les pensions militaires », le Gouvernement entend seulement les conditions de date et de durée du mariage ainsi que d'âge du conjoint, à l'exclusion des conditions formulées sub a et b de l'article 13, II, relatives au bénéfice d'une pension d'invalidité et à la preuve d'origine de la maladie et du décès.

Le texte devrait être modifié en conséquence.

Il est proposé en outre de rédiger comme suit la finale du 2° de l'alinéa 1°: «ou dans les conditions déterminées par l'article 13, II, des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, modifiées par la loi du 8 juillet 1970».

Article 7.

Seul le fonctionnaire délégué, interrogé à ce sujet, les mots « physiquement incapable » dont il est fait usage au SI°, alinéa 2, de cet article, sont employés dans un sens général et visent tout autant l'inaptitude mentale que l'inaptitude physique. Cette même portée générale est d'ailleurs arrachée aux mots «enfants physiquement incapables » figurant à l'article 27, S 1, des lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

« La rente est accordée sans limite d'âge à l'enfant qui est physiquement incapable, dès avant l'âge de 18 ans, de pourvoir à sa subsistance ».

Article 8.

Au § 2, les mots «personnes susceptibles d'ouvrir des droits à la rente» devraient être remplacés par les mots «personnes visées à l'article 1°, SI° ».

ADVIES VAN DE HAAD VAN STATE. .

De R.t., I v.in Srarc, afdeling wettgeving, eerste v.jakatie.uucr, de 12° juli 1971 door de Vice-Eerste Minister en door de Sr.ussecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de Vice-Financier, verzocht hun van uulics te dicuen over een onwerp v.111 wer tot inschrijving van een rente ten behoeve van de ouderhorigen v.111 de kanton, Eupen, Malmédy en Sankt-Vith en v.in Kalnris drc njdens de oorlog 1914-1918; uit hcr Duitse leger gedien hadden, en telt behoeve v.in hun rechverkrijgenden ", heeft de 27° juli 1972 hier volgend advies gegeven :

Artikel 1.

Onder § 2, tweede lid, schrijve men ill de Franse teks" se situant entre ces deux dates ", terwijle van de overeenstemming met de Nederlandse versie.

Artikel 3.

In artikel 3 worden twee categorien van weduwen onderscheiden :

1° weduwen wier tijden s of kort na de vijfjaarlijkheden overleden man de rente niet heeft genoten ;

2° weduwen wier man de rente wel heeft genoten. Onder zij in dit geval recht kunnen hebben moer de rente van de overledene berekend zijo geweest op basis v.in tell minste vier semesters.

Onder 1° heeft het ontwerp het niet over de verergering van de ziekte, zoals in deze aangelegenheid te doen gebruikelijk is. Volgens de gernachrigde ambtenaar is de bedoeling van de Regering wel degelijk, dat ook overlijden ten gevolge van verergering van een vooraf bestaande aankondiging wordt genoemd.

Al komt de verergering evenmin ter sprake in artikel 39, § 1, 1°, van de wet van 8 juli 1970, tot instelling van nieuwe voordeelen ten behoeve van de slachtoffers van de militaire pllicht of van een daarmee gelijkgestelde plicht, dat tot voorbeeld van het ontwerp geldt. Het verdient echter aanbeveling elke kans op bewijsting de pas af te snijden en, zoals inzake militaire pensioenen en vergoedingspensioenen, ook de verergering van een voor de dienst bestaande kwaal in aanmerking te nemen. Men schrijft dan: « .. verwondingen of ziekten, opgedaan of verergerd bij ... ».

Artikel 4.

Naar de gernachrigde ambtenaar heeft verklaard, versraar de Regering onder "vooraarden opgeschreven in artikel 13, II, van de sammengestelde wetten op de militaire pensioenen." alleen de voorwaarden berreffende datum en duur van het huwelijk en ook betreffende de leeftijd van de echtgenoot, doch niet de onder a en b van artikel 13, II, gestelde voorwaarden berreffende het genoeg van een invaliditeitspensioen en het bewijs van oorsprong van ziekte en overlijden.

De tekst moet dienovereenkomstig worden gewijzigd,

Voorgesteld wordt, het slot Van het eerste lid, 2°, als volgt te redigen : « .. of onder de voorwaarden, bepaald in artikel 13, II, van de op 11 augustus 1923 gecoordeerde wezen op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 8 juli 1970 ».

Artikel 7.

Volgens de gemachtigde ambtenaar worden de woorden « lichamelijk onbekwaam » in § 2, tweede lid, van dit artikel in een algemene betekenis gebruikt, ze slaan zowel op geestelijke als op lichamelijk onbekwaamheid. Die algemene betekenis wordt trouwens ook gehecht aan de woorden « kind dat, lichamelijk onbekwaam is » in artikel 27, § 3, van de gecoordeerde wetten op de vergoedingspensioenen,

Als tekst voor dit lid wordt voorgesteld :

« De rente wordt zonder inachtneming van een leeftijdsbegrenzing toegekend aan het kind dat reeds vóór de leeftijd van achthonderd jaar lichamelijk onbekwaam is ill zijn bestaan te voorzien ».

Artikel 8.

Onder § 2 vervangen men de woorden "personen die het recht op de rente kunnen openen » door "personen bedoeld in artikel 1, § 1".

Artikel II.

A l'§ 4, il est proposé, à la sixième ligne, de faire précéder le mot « rente » du Inor dernière » afin d' l'VltCr toute équivoque,

La chambre était composée de:

MM.:

G. HOLOYE, *président de chambre*,
 G. VAN BUNNEN,
 J. MASQUE LIN, *conseillers d'Etat*,
 G. ARON STEIN,
 F. RIGAUX, *assesseurs de la section de législation*,

Mme :

J. TRUYENS, *greffier*.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. P. HAESAERT, premier auditeur.

Le Greffier,
 (s.) J. TRUYENS.

Le Président,
 (s.) G. HOLOYE.

Anikel 11.

Onder § 4 schrijf'c mm op de vijfde regel dilitclij khci dshnlve "deze lmsre rente » in l'bats v.111 « deze rente ».

De karner was s.uncngesteld uir :

de Hrcen :

G. HO LOYE, *kamcrucorzitter*,
 G. VAN BUNNEN,
 J. MASQUELIN, *staatsraden*,
 G. ARONSTEIN,
 F. RIGAUX, *bijzitters uml de ajdeling uregeuing*,

Mevrouw:

J. TRU YENS, *grijjier*.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nedcrlnndse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uurgebracht door de H. J. P. HAESAERT, eerste auditeur.

De Grijjie»,
 (get.) J. TRIJYF.NS.

De Voorzitter,
 (get.) G. HOLOYE.

PROJET DE LUI

BAJDOUN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de Notre Secrétaire d'Etat au Budget et de Notre Secrétaire d'Etat aux Cantons de l'Est et au Tau risne,

Nous AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, Notre Secrétaire d'Etat au Budget et Notre Secrétaire d'Etat aux Cantons de l'Est et au Tourisme sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit:

Article 1.⁴

§ 1. Il est institué une rente viagère en faveur des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith et de La Calamine, qui ont participé à la guerre de 1914-1918 dans les rangs de l'armée allemande pendant au moins six mois et qui sont devenus Belges en vertu du Traité de Versailles.

§ 2. Cette rente est proportionnelle au temps pendant lequel les intéressés ont servi dans cette armée au cours de la période du 1^{er} août 1914 au 11 novembre 1918.

Les périodes d'hospitalisation et de captivité se situant dans les limites précitées sont considérées comme temps de service.

§ 3. Le taux annuel de la rente est fixé à 540 francs par semestre compris dans le temps prévu au § 2.

En cas d'interruption, le semestre se compte par mois de trente jours.

Toutefois, lorsque le minimum de six mois est acquis, la période restant après la division en semestres entiers est comptée pour un semestre si elle comprend au moins nonante jours.

Art. 2.

La rente prévue à l'article 1^{er} est octroyée à la personne qui en fait la demande au Ministre qui a les pensions militaires dans ses attributions, en produisant à l'appui, soit son carnet militaire ou un extrait de la matricole ou une copie certifiée conforme de ceux-ci, soit tout document officiel établissant la période à prendre en considération pour l'octroi de la rente.

En aucun cas, la preuve testimoniale ne pourra être admise.

Les temps à supposer sont établis sur la base des périodes fixées par ces documents.

WETSONTWERP

BOIJDEWIJN, KANNEN ENEK BELGEN,

Amt allen die 1111 zijn en bierna wezch zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, van Onze Staatssecretaris voor Begroting en van Onze Staatssecretaris voor de Oostkant ons CL Ivcr Toerisme,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Onze Staatssecretaris voor Begroting en Onze Staatssecretaris voor de Oostkant en het Toerisme zijn gelast in Onze naam bij de Vtgevend Karners het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.

§ 1. Er wordt een levenslange rente ingesteld ten behoeve van de onderhorigen van de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith en van Kelmis die gedurende ten minste zes maand in de rangen van het Duitse leger aan de oorlog 1914-1918 deelgenomen hebben en krachtnaam het Verdrag van Versailles Belg geworden zijn.

§ 2. Deze rente is evenredig aan de tijd gedurende welke de betrokkenen in dat leger gediend hebben tijdens de periode van 1 augustus 1914 tot 11 november 1918.

De in die tijdsruimte vallende perioden van hospitalisatie en gevangenschap worden als diensttijd beschouwd.

§ 3. Het jaarlijks bedrag van de rente wordt bepaald op 540 frank per semester dat begrepen is in de bij § 2 bedoelde tijd.

In geval van onderbreking wordt her berekend per maand van dertig dagen.

Wanneer het minimum van zes maanden bereikt is, wordt de periode die na verdeling in gehalte sernesters overblijft, nochtans voor een semester gerekend, indien zij ten minste negentig dagen telt.

Art. 2.

De in artikel 1 bedoelde rente wordt toegekend aan degene die hiertoe een aanvraag richt aan de Minister die de militaire pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, en tot aanvraag, naar gelang van het geval, voorlegt hetzij zijn militair zakboekje of een stamboekuittreksel of een voor eensluidend verklaard afschrift van deze documenten, herzij om het even welk officieel stuk waarin de periode bepaald wordt die voor de toekenning van de rente in aanmerking komt.

In geen enkel geval wordt het bewijs door geruigen aanvaard.

De aan te rekenen tijd wordt bepaald op grond van de perioden, door deze documenten vastgesteld.

1:1 pro.} ucuou des docuIllents précies n'est pas requise lorsqu'ils figurcnr déjà au dossier ouvert par l'Adrinin istnt iou des J)LIISiolls; la suite d'une demuncl de pension d'invalidité de l'inréf, csc.'

Art. 3.

Il est également institué une l'ente viagère cni Faveur :

1° des veuves des personnes visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, dont le mari est décédé au cours de la guerre 1914-1918 ou dans un détaï d'un an à compter de la rentrée dans ses foyers à la suite de blessures ou de maladies contractées ou aggravées dans l'exercice du devoir militaire ou en captivité;

2° des veuves des mêmes personnes dont le mari a bénéficié d'une rente prévue à l'article 1^{er}, calculée sur la base de quatre semestres au moins, ou était susceptible de bénéficier d'une telle rente.

Art. 4,

Les veuves peuvent obtenir la rente prévue à l'article 3, II condition:

1° qu'elles aient atteint l'âge de 55 ans;

2° que le mariage avec le militaire ait été contracté avant le I^{er} aout 1914 ou dans les conditions de date de mariage déterminées par l'article 13, II, des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 aout 1923;

3° que le mariage ait duré un an au 11100ns,

La condition de durée de mariage n'est toutefois pas requise pour les veuves visées à l'article 3, 1°.

Art. 5,

Les veuves remariées, les veuves séparées de corps à la requête du mari ainsi que les femmes divorcées, ne peuvent prétendre à la rente.

La rente de la veuve qui contracte un nouveau mariage est supprimée définitivement à partir du premier jour du trimestre qui suit le remariage.

Art. 6.

La rente est attribuée aux enfants légitimes, légitimés ou naturels reconnus des personnes visées à l'article 1or, § 1^{er}:

1° dont la veuve vient à décéder après avoir obtenu la rente;

2° dont la veuve vient à décéder avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans ou qui, ayant atteint cet âge, n'a pas fait valoir ses droits à la rente;

3° dont la veuve vient à perdre le droit à la rente par application de l'article 5;

4° dont la veuve s'est vu refuser le droit à la rente ou a été déchue par application de l'article 13.

De voorlegging van vuormcldc docurncurcn wordr niet vrrerit wn nncrc deze zich l'Tcds bevinden in her dossier d.r door de Administrarie der pensioenr werd gcpnd ingevolge rru uauvra ag vuuwce de l-tetrokknc tot her bck omcn van ecu inv.ilidir.-itspensiocn.

An, J.

Er wordr revens ecu levenslange rente ingesrld teri voordele van:

1. de weduwen van de bij artikel 1, § 1, bedoelde personen wier echtgenoot overleden is tijdens de oorlog 1914-1918 of binnen de rcrnijn van één jaar te rekenen van de datum van terugkeer in zijn haardstede ten gevolge van verwondingen of ziekren, opgedaan of verergerd bij her volbrengen van Je militaire plicht of in gevengenschap,

2° de weduwen van diezelfde personen wicr echrgenoor een bij arrikel 1 bedoelde rente genoteu heeft welke op grond van ren minsre vier semesters was berekend of die een dergelijke rente had kunnen genieten.

Art.4,

De weduwen kunnen de bij arrikel 3 bedoelde rente bekomen op voorwaarde:

1° dar zij de Ieefijd van 55 [aar hebben bereikt, ·

2° dat het huwelijk met de militair werd aangegaan voor 1 augustus 1914, of onder de voorwaarden betreffende de datum van huwelijk bepaald in artikel 13, II, van de op 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen;

3° dar her huwelijk ten minste ee. jaar geduurd heeft,

De voorwaarde van duur van het huwelijk wordt evenwel niet gesteld voor de bij artikel 3, 1", bedoelde weduwen.

Art. S.

De hertrouwe weduwen, de op eis van de echrgenoot van tafel en bed gescheiden weduwen, alsrnede de uit de echt gescheiden vrouwen kunnen op de rente geen aanspraak maken.

De rente van de hertrouwende weduwe wordt definitieel afgeschafr vanaf de eerste dag van het kwartaal volgend op her nieuw huwelijk.

Art.6.

De rente wordr toegekend aan de wettige, gewettigde of erkende natuurlijke kinderen van de in artikel 1, § 1, bedoelde personen:

1° wier weduwe komt te overlijden na de rente te hebben bekomen;

2° wier weduwe komt te overlijden vooraleer de leeftijd van 55 [aar te hebben bereikt, of, na deze leeftijd te hebben bereikt, haar recht op de rente niet heeft laten gelden;

3° wier weduwe het recht op de rente verliest krachtens artikel 5;

4° aan wier weduwe het recht op de rente werd geweigerd of wier weduwe van dit recht vervallen werd verklaard krachtens artikel 13.

Art. 7.

§ 1^o. La rente est accordée conjointement aux orphelins qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans et est payée jusqu'à ce qu'ils soient plus jeunes d'autre eux ait atteint cet âge.

La rente est accordée sans limite d'âge à l'enfant "lui est physiquement incapable, dès avant l'âge de 18 ans, de pourvoir à sa subsistance".

§ 2. S'il existe, soit des enfants issus de différents mariages, soit à côté d'enfants légitimes ou naturels des enfants naturels reconnus, la rente est répartie également entre les différentes branches,

Dans ce cas, les enfants naturels reconnus sont réputés former une seule branche.

Art. 8.

§ 1^o. La rente est accordée à l'épouse ou aux enfants légitimes, légitimés ou naturels reconnus des disparus, à condition que cette disparition se soit produite au cours d'un combat, d'un bombardement ou de tout autre événement dû à l'état de guerre et pour autant qu'elle soit imputable au service ou à la captivité.

§ 2. La rente peut être octroyée à l'épouse ou aux enfants légitimes, légitimés ou naturels reconnus des personnes visées à l'article 1^o, § 1^o, qui ont fait l'objet d'un jugement de déclaration d'absence.

Eventuellement, il est mis fin au paiement de la rente à partir du premier jour du trimestre suivant la date à laquelle l'absent réapparaît ou à laquelle son existence est prouvée.

Dans ce cas, le paiement de la rente qui avait été suspendu par suite de l'absence, est repris à cette même date, sans rappel pour les quartiers échus.

Art. 9.

La rente est fixée:

1^o à 1944 francs par an dans les cas où le militaire est décédé dans les circonstances prévues à l'article 3, 1^o;

2^o dans tous les autres cas, à 216 francs par an pour chaque semestre susceptible d'être pris en considération pour l'octroi de la rente.

Art. 10.

§ 1^o. La rente prévue en faveur de la veuve et des orphelins ou dans les cas assimilés, est accordée à la personne qui en fait la demande au Ministre qui a les pensions militaires dans ses attributions.

§ 2. La qualité d'ayant droit doit, suivant le cas, résulter de l'une ou de plusieurs pièces reprises ci-après:

1^o la décision reconnaissant le droit à une pension de veuve ou d'orphelin de la guerre 1914-1918;

2^o les documents prévus à l'article 2;

3^o un extrait d'acte de naissance;

Art. 7.

§ 1^o. Dt: rcnrc wo rdt gc/ Jllcnlyk rocgckelli- a, II. lle wczr die de k'afijd van 18 [aar niet hbbben bercikr en wordt belald tot w:mucer de jong_tc onder lien deze lcefrijd zal hbbcn brcikrt.

De rente wordt zonder inachtneming van ecu lcefrijdsgrans toegekend aan het kind dat recels vóór de leeftijd van 18 jaar lich arnlyk onbekwaam is in zijn bestaan te voor zien.

§ 2. Zijn er, hetzij uit verschillende huwelijken gesproten kinderen, hetzij naast wettige of gewettigde eveneens erkende natuurlijke kinderen, dan wordt de rente gelijk verdeeld tussen de verschillende rakken.

In dit geval worden de erkende natuurlijke kinderen gecombineerd om een rak te voorzien.

Art. 8.

§ 1. De rente wordt verleend aan de echgenote of aan de wettige, gewettigde of erkende natuurlijke kinderen van de vermisten, mits de verdwijning zich heeft voorgedaan tijdens een gevecht, een bombardement of orn het even welke audere aan elc oorlogsstaat te wijten geburtenis en voor zover zi toe te schrijven is aan de dienst of aan de gevengenschap.

§ 2. De rente mag worden toegekend aan de echtgenote of aan de wettige, gewettigde of erkende natuurlijke kinderen van de personen bedoeld in artikel 1, § 1, en ten aanzien van wie een vonnis van verklaring van afwezigheid is uitgesproken,

Eventueel wordt aan de beraling van de rente een einde gemaakt vanaf de eerste dag van het kwartaal volgend op de datum waarop de afwezige terugkomt of waarop het bewijs van zijn bestaan wordt geleverd.

In dit geval wordt de betaling van de rente die ingevolge de afwezigheid werd geschorst op diezelfde datum hervat zonder dat de vervallen termijnen kunnen worden nagevoerd.

Art. 9.

De rente wordt vastgesteld :

1^o op 1944 frank per jaar in de gevallen waarin de militair is overleden in de bij artikel 3, 1^o, bepaalde omstandigheden;

2^o in alle andere gevallen, op 216 frank per jaar voor elk semester dat voor de toekenning van de rente in aanmerking kan genomen worden.

Art. 10.

§ 1. De rente, ingesteld ten behoeve van de weduwe en de wezen of in de daarmee gelijkgestelde gevallen, wordt toegekend aan degene die hieraan een aanvraag richt aan de Minister die de militaire pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. De hoedanigheid van rechrhebbende moet, naar gelang van her geval, blijken uit één of meer bescheiden hierna vermeld:

1^o de beslissing waarbij het recht op een weduwen- of wezenpensioen van de oorlog 1914-1918 wordt erkend;

2^o de documenten voorgeschreven bij artikel 2;

3^o een uittreksel van de akte van geboorte;

- 4^e un extrair d'acte de mariage:
—^m extract d'acte de décès.

La producr iou des documents précités n'est pas requise lorsqu'ils figurent déjà au dossier ouvert à la suite soit d'une demande de pension d'invalidité, de veuve ou d'orphelin, soit d'une demande de la rente prévue à l'article 1^{er}.

Art. II.

§ 1^{er}. La rente instituée en faveur du combattant prend cours:

- le 1^{er} janvier 1972 pour autant que la demande soit introduite dans les trois mois suivant la publication de la présente loi;
- le premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande, dans tous les autres cas.

§ 2. La rente instituée en faveur de la veuve prend cours:

1^{er} pour autant que la demande soit introduite dans les trois mois suivant la publication de la présente loi;

al lorsque le décès du donnant droit se situe avant le 1^{er} janvier 1972;

- au 1^{er} janvier 1972 pour la veuve qui a atteint l'âge de 55 ans à cette date;
- au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la veuve atteint l'âge de 55 ans pour celle qui parvient à cet âge entre le 31 décembre 1971 et la date de la publication de la présente loi;

al lorsque le décès du donnant droit se situe après le 31 décembre 1971 et avant la date de la publication de la présente loi;

- au premier jour du mois qui suit celui du décès du donnant droit pour la veuve qui, au moment de ce décès, a atteint l'âge de 55 ans;

— au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la veuve atteint l'âge de 55 ans pour celle qui parvient à cet âge postérieurement au décès du donnant droit;

2^e au premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande dans tous les autres cas, sans préjudice de la condition d'âge imposée à l'article 4, condition qui s'apprécie au premier jour du mois qui suit la date anniversaire.

§ 3. La rente en faveur des orphelins prend cours:

1^{er} pour autant que la demande soit introduite dans les trois mois suivant la publication de la présente loi;

- au 1^{er} janvier 1972 pour autant que les conditions prévues pour l'octroi de la rente soient remplies à cette date;
- au premier jour du mois qui suit la date à laquelle ces conditions sont remplies si cette date se situe entre le 31 décembre 1971 et la date de la publication de la présente loi;

2^e au premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande, dans tous les autres cas.

§ 4. Lorsque sur base de la présente loi, une rente a été payée pour le trimestre au cours duquel se place le décès donnant lieu à la rente de veuve ou à celle d'orphelin, cette dernière rente ne peut prendre cours avant le premier jour du trimestre suivant.

- 4^e ecu uittreksel aan de akte van huwelijk;
5^m een uittreksel aan de akte van overlijden.

De voorleggiug ~~van~~ voorrnclde documenten wordt niet vercist wiuncer deze zich reeds bevinden in het dossier dat werd geopend iugvolgc een nanvrang tot het bckomcu, hotzij ~~van~~ ecu invalidircs-, ecu weduwen- of ecu wczensensioen, hctvij van de bij artikel 1 iugsteldc rente.

Art. III.

§ 1. De rente ingescreld ten behoeve van de strijder gaat in:

- op 1 januari 1972, voor zover de aanvraag wordt ingediend binnen drie maanden volgend op de bekendmaking van deze wet;
- op de eerste dag van de maand die volgt op die van de indiening van de aanvraag, in alle andere gevallen.

§ 2. De rente ingescreld ten behoeve van de weduwe gaat in:

1^{er} voor zover de aanvraag binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet wordt ingediend:

a) indien het overlijden van de rechtgever voor 1 januari 1972 heeft plaatsgehad:

- op 1 januari 1972 voor de weduwe die op deze datum de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt;
- op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij 55 jaar geworden is, voor de weduwe die deze leeftijd bereikt tussen 31 december 1971 en de datum van de bekendmaking van deze wet;

b) indien het overlijden van de rechtgever heeft plaatsgehad na 31 december 1971 en voor de datum van de bekendmaking van deze wet:

- op de eerste dag van de maand die volgt op die van het overlijden van de rechtgever, voor de weduwe die op het ogenblik van dit overlijden de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt;
- op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij 55 jaar geworden is, voor haar die deze leeftijd bereikt na het overlijden van de rechtgever,

2^e de eerste dag van de maand die volgt op die van de indiening van de aanvraag in al de andere gevallen, evenminde de in artikel 4 gestelde leeftijdsvoorwaarde, die beoordeeld wordt op de eerste dag van de maand die op de verjaardag volgt.

§ 3. De rente ten behoeve van de wezen gaat in:

1^{er} voor zover de aanvraag binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet wordt ingediend:

- op 1 januari 1972, voor zover de voorwaarden van toekenning van de rente vervuld zijn op deze datum;
- op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop die voorwaarden vervuld zijn, indien deze datum ligt tussen 31 december 1971 en de datum van de bekendmaking van deze wet;

2^e op de eerste dag van de maand die volgt op die van de indiening van de aanvraag, in al de andere gevallen.

§ 4. Indien op grond van deze wet een rente betaald werd voor het kwartaal tijdens hetwelk het overlijden heeft plaatsgehad dat tot de weduwen- of wezenrente aanleiding geeft, kan deze laarsre rente niet ingaan voor de eerste dag van het volgende kwartaal.

Art. 12.

Le droit à la rente est justifiée envers la Cour des comptes, qui moyen de bordereaux appuyés des documents prévus aux articles 2 tot 10.

Art. 13.

La rente est soumise aux conditions de suspension, de refus et de déchéance, y compris celles par suite d'indignité, applicables aux pensions militaires.

Art. 14.

Le paiement des rentes est assuré par la Caisse nationale des pensions de la guerre, suivant les modalités de paiement, d'inaccessibilité et d'insaisissabilité qui régissent les pensions militaires.

La rente est payée anticipativement par trimestre. Elle est acquise par mois; toutefois, le terme entier demeure acquis si le paiement a été effectué.

Art. 15.

Les montants des rentes instituées par la présente loi salut liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ils sont rattachés à l'indice-pivot 114,20 de l'indice des prix à la consommation.

Donné à Motril, le 23 avril 1973.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI:

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
L. TINDEMANS.*

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

A. HUMBLET.

*Le Secrétaire d'Etat
aux Cantons de l'Est et au Tourisme,
G. SCHYNS.*

Art. 12.

Hect rech op de rente wordt regenover lier Rekenhof gLTec:hn oifdigd door middel van hordcrellen, gest,olfd door dien d'ocumcuten WU1,3,11, sprnke in de artikelcn 2 en 10.

Art. 13.

De rente is onderworpen aan de voorwaarden van schorsing, weigering en verval, met inbegrip van die ingevolge onw.urdigheid, welke van toepassing zijn op de militaire pensioenen.

Art. 14.

De uitkraling van de renten geschiedt door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen overeenkomstig de regelen betreffende uitbetaling, onafstaanbaarheid en onvatbaarheid voor beslag, die voor de militaire pensioenen golden.

De rente wordt vooraf en per kalenderkwartaal betaald. Zij wordt verworven per maand; de volle termijn blijft evenwel verworven, indien de uitbetaling geschiedt.

Art. 15.

De bedragen van de door deze wet ingestelde renten worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijsen overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld.

Zij worden gekoppeld aan de spilindex 114,20 van het indexcijfer der consumptieprijsen.

Gegeven te Motril, 23 april 1973.

BOUDEWIJN.

VAN KONINGSWEGE;

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
L. TINDEMANS.*

De Staatssecretaris voor Begroting,

A. HUMBLET.

De Staatssecretaris voor de Oostkantons en het Toerisme,

G. SCHYNS.